

Le PSN soutient les grévistes de la SNP

C'est avec stupeur que nous avons pris connaissance des licenciements massifs prévus par la SNP au sein de son personnel, avec notamment la suppression de 10 postes de journalistes.

La décision du personnel de la rédaction de se mettre en grève, suite au refus d'entrée en matière de la SNP sur ses propositions, est un cri d'alarme qui nous interpelle.

Dans un communiqué publié en première page de son édition du 15 novembre, la SNP indique qu'elle considère la décision de grève votée la veille au soir à l'unanimité par la rédaction, comme étant une « rupture de la paix du travail ». Nous considérons, pour notre part, que la rupture de la paix du travail réside dans l'annonce brutale de 15 licenciements, et dans le refus de la SNP d'engager des pourparlers pour trouver une solution humaine aux difficultés économiques qu'elle traverse.

Si nous ne contestons pas la baisse des rentrées publicitaires évoquée par la SNP, ni l'impact de celle-ci sur les finances de nos quotidiens, nous nous élevons contre le refus catégorique qui a été fait d'engager une procédure de mise au chômage partiel, comme justement revendiquée par le personnel.

D'autres entreprises dans notre canton ont actuellement recours à une telle mesure pour pallier les effets du ralentissement économique. Nous ne voyons donc pas en quoi cela serait impossible à la SNP, ni pourquoi cela contreviendrait à la nature même du chômage partiel, précisément prévu pour faire face à ce type de situation.

Alors même que la SNP demande des « mesures durables », la baisse de rentrée n'est constatée que depuis deux mois. L'insistance de la SNP nous porte à croire que la perspective de la crise financière sert d'argument alibi au grand groupe auquel elle appartient, pour mettre en œuvre un plan de restructuration massif, sans en avoir le nom.

Nous n'encourageons pas de telles pratiques, et en appelons la SNP à la sagesse, c'est-à-dire à entrer en matière sur les propositions de son personnel, afin de trouver une issue durable et acceptable à cette grève.

Nous tenons enfin à rappeler ici qu'une telle diminution de personnel ne saurait se faire sans une baisse qualitative importante du contenu rédactionnel de nos quotidiens régionaux. Partant du principe que de la qualité de l'information dont les citoyennes et citoyens disposent, dépend étroitement la qualité de la démocratie que nous avons, nous nous déclarons solidaires des grévistes de la SNP et de leurs légitimes revendications.